Projet de règlement grand-ducal

fixant les modalités et le calendrier de la reprise par l'Etat des fonctionnaires communaux exerçant une activité éducative, sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public.

Avis du Conseil d'Etat

(4 février 2014)

Par dépêche du 31 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière et d'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat le 17 décembre 2013.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis se situe dans la suite de la modification de l'article 44 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental par la loi du 18 juillet 2013 concernant e. a. des agents intervenant dans l'enseignement fondamental. Cette disposition permet la reprise par l'Etat des fonctionnaires communaux exerçant une activité éducative, sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public. Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour but de fixer les modalités et le calendrier de cette reprise.

Quant au fond, le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à émettre à l'égard du projet sous avis.

Examen des articles

Préambule

Quant au visa relatif à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, il y a lieu de rédiger les termes « fonctionnaires » et « employés » avec des initiales minuscules. Comme l'avis dont question a été émis le 5 décembre 2013, il y a lieu d'adapter le visa afférent qui se lira comme suit : « Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ; ».

Vu que le projet de règlement grand-ducal est susceptible de grever le budget de l'Etat et qu'une fiche financière est jointe au dossier, il y a lieu de

mentionner ladite fiche au fondement procédural en y ajoutant le visa afférent avant la mention de la chambre professionnelle et qui se lira somme suit : « Vu la fiche financière ; ».

Au vu de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des ministères, il convient de remplacer la référence au ministre compétent par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Article 1^{er}

A la première phrase de l'alinéa 2 de l'article sous revue, il y a lieu d'écrire « le ministre ayant la Santé dans ses attributions ».

Article 2

Au point 5 concernant l'énumération des pièces et documents appelés à constituer le dossier de candidature, il est proposé de renseigner ce qu'il faut entendre par les termes « un extrait du casier judiciaire » en ajoutant entre parenthèses la précision « bulletin N° 2 et bulletin spécial « protection des mineurs » datant tous les deux de moins de 30 jours ». Le Conseil d'Etat donne à considérer que si la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire dispose en son article 9 que « toute personne physique ou morale se proposant de recruter une personne pour des activités professionnelles ou bénévoles impliquant des contacts réguliers avec des mineurs reçoit, sous condition de l'accord de la personne concernée, le relevé de toutes les condamnations pour des faits commis à l'égard des mineurs ou impliquant un mineur (...) », la loi précitée n'emploie toutefois pas les termes de « bulletin spécial « protection des mineurs » » proposés par les auteurs. Si l'intention des auteurs était de viser par l'emploi de la formule précitée le relevé des condamnations visé à l'article 9 précité, le Conseil d'Etat suggère de remplacer la formule proposée par une référence au relevé des condamnations prévu à l'article 9 de la loi précitée du 29 mars 2013. Par ailleurs, comme les termes entre parenthèses sont à éviter dans un texte normatif et qu'en vertu de l'article 8 de la loi précitée du 29 mars 2013, seul le bulletin N° 2 peut être délivré à l'employeur, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 2, point 5 du règlement grand-ducal en projet comme suit :

« 5. un extrait du bulletin N° 2 du casier judiciaire et un relevé des condamnations tel que visé à l'article 9 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, datant tous les deux de moins de 30 jours, ».

Au point 12, sous b. de l'article sous examen, il y a lieu d'écrire « le ministre ayant la Santé dans ses attributions ».

A l'alinéa 4 de l'article sous revue, il faut écrire « le demandeur présente » (à l'indicatif présent), étant donné que les textes normatifs sont en principe rédigés au présent et non au futur.

Le dernier alinéa de l'article sous revue est à supprimer, alors qu'il s'agit d'une procédure interne sans apport normatif.

Articles 3 et 4

Sans observation.

Article 5

Etant donné que les auteurs du projet sous avis ont donné des intitulés aux quatre premiers articles, ils doivent en faire autant pour l'article sous avis. Le Conseil d'Etat propose d'y réserver l'intitulé de « Mise en vigueur ».

En renvoyant à l'observation faite à l'endroit du préambule, il y a lieu de remplacer « Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle » par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 février 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen